

Bureau du vérificateur général du Canada
Rapport financier trimestriel
pour le trimestre terminé le 31 décembre 2020



Bureau du
vérificateur général
du Canada

Office of the
Auditor General
of Canada

Pour obtenir de l'information, veuillez communiquer avec les :

Communications
Bureau du vérificateur général du Canada
240, rue Sparks
Ottawa (Ontario)
Canada K1A 0G6

Téléphone : 613-995-3708 ou 1-888-761-5953 (sans frais)
Télécopieur : 613-957-0474
Numéro pour les malentendants (ATS seulement) : 1-613-954-8042
Courriel : communications@oag-bvg.gc.ca
Site Web : www.oag-bvg.gc.ca

ISSN 1927-1980

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme

Introduction

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction conformément à l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor. Il devrait être lu de concert avec le budget principal des dépenses. Ce rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen externe.

Le Bureau du vérificateur général du Canada a une seule activité de programme : l'audit législatif. Il réalise des études et des audits indépendants qui fournissent information, avis et assurance objectifs au Parlement, au gouvernement et à la population canadienne.

Mandat

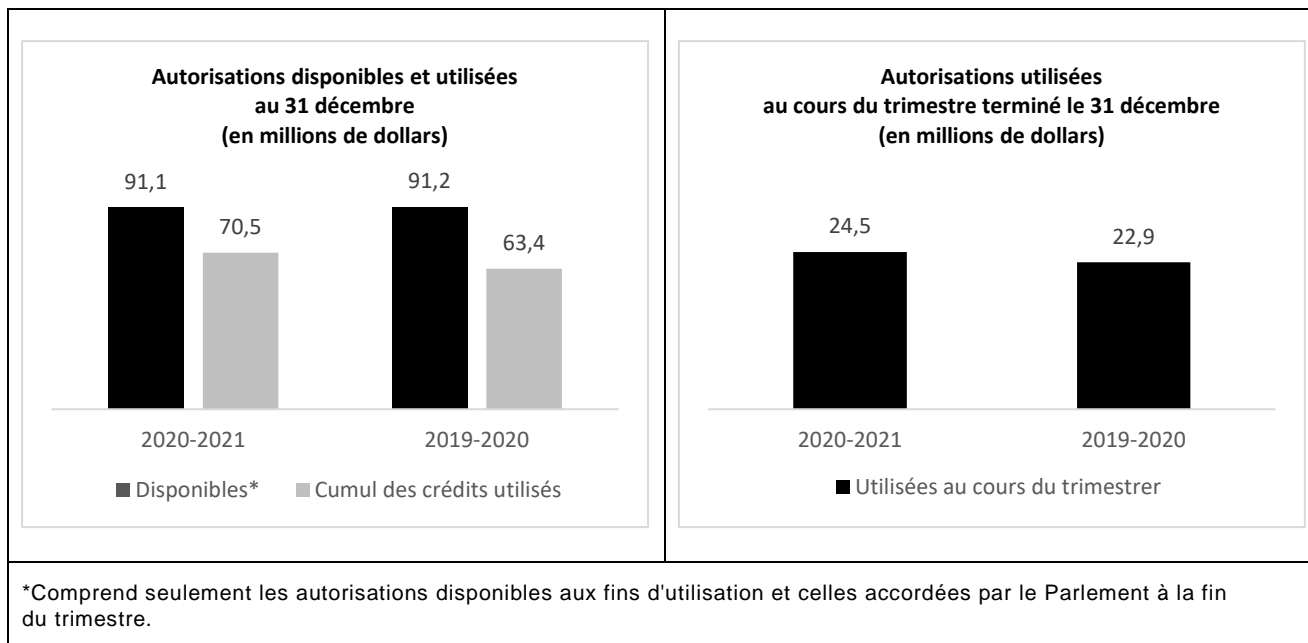
La vérificatrice générale du Canada est un mandataire du Parlement. Elle est indépendante du gouvernement et présente ses rapports directement au Parlement. Ses fonctions sont établies par la *Loi sur le vérificateur général*, la *Loi sur la gestion des finances publiques* ainsi que d'autres lois et décrets en conseil. Elles consistent à réaliser des audits législatifs et, dans certains cas, à surveiller les ministères et les organismes fédéraux, les sociétés d'État, les gouvernements territoriaux et d'autres entités.

Mode de présentation

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport présente les autorisations de dépenser du Bureau accordées par le Parlement et celles utilisées par le Bureau, de manière cohérente avec le budget principal des dépenses pour l'exercice 2020–2021. Ce rapport trimestriel présente de l'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser. Le Bureau utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur les résultats ministériels. Toutefois, les autorisations de dépenser votées par le Parlement sont encore établies en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

Les autorisations utilisées ont augmenté principalement en raison de la croissance de la main-d'œuvre et des structures salariales révisées qui ont été annoncées au cours du premier trimestre de l'exercice 2020-2021 en vue de les harmoniser avec celles de l'administration publique centrale.



Risques et incertitudes

Compte tenu de l'augmentation à venir du financement de base du Bureau annoncée dans *l'Énoncé économique de l'automne de 2020*, le Bureau est désormais en mesure de moderniser ses approches, ses outils et ses produits.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue d'avoir des incidences sur les activités du Bureau. Ces incidences continueront d'être évaluées et gérées en fonction de l'évolution de la pandémie.

Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme

Deux nouvelles vérificatrices générales adjointes ont été nommées en décembre 2020 afin de pourvoir des postes vacants. En outre, Lissa Lamarche a assumé le rôle de dirigeante principale des finances. Un commissaire à l'environnement et au développement durable a été nommé en février 2021.

Approuvé par :

La vérificatrice générale du Canada,

La vérificatrice générale adjointe
et dirigeante principale des finances,

Original signé par

Original signé par

Karen Hogan, CPA, CA

Lissa Lamarche, CPA, CA

Ottawa, Canada
Le 1^{er} mars 2021

État des autorisations (non audité)

	Exercice 2020-2021			Exercice 2019-2020		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2020	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice terminé le 31 mars 2020*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2019	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
	(en milliers de dollars)					
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	83 924	22 262	64 201	83 733	21 079	57 151
Moins: Recettes à valoir sur le crédit	(2 660)	(222)	(1 078)	(2 660)	(710)	(1 366)
Crédit net 1 – Dépenses nettes de fonctionnement	81 264	22 040	63 123	81 073	20 369	55 785
Autorisations législatives budgétaires	9 822	2 455	7 365	10 154	2 538	7 615
Autorisations budgétaires totales	91 086	24 495	70 488	91 227	22 907	63 400
Autorisations non-budgétaires	–	–	–	–	–	–
Autorisations totales	91 086	24 495	70 488	91 227	22 907	63 400

* Comprend seulement les autorisations disponibles aux fins d'utilisation et celles accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non audité)

	Exercice 2020-2021			Exercice 2019-2020		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021	Sommes dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2020	Cumul des dépenses à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2020	Sommes dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2019	Cumul des dépenses à la fin du trimestre
(en milliers de dollars)						
Dépenses :						
Personnel	79 366	20 172	60 467	79 507	20 478	55 514
Transports et communications	3 963	266	577	3 837	1 007	2 982
Information	788	116	648	651	272	494
Services professionnels et spéciaux	6 236	3 488	7 520	6 367	1 562	4 051
Location	1 468	258	1 475	1 654	159	1 056
Services de réparation et d'entretien	228	55	86	298	26	100
Services publics, fournitures et approvisionnements	243	47	93	307	44	125
Acquisition de matériel et d'outillage	1 338	311	681	1 232	60	426
Autres subventions et paiements	116	4	19	34	9	18
Dépenses budgétaires brutes totales	93 746	24 717	71 566	93 887	23,617	64,766
Moins les recettes affectées aux dépenses :						
Sommes recouvrées						
Des membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL)	(660)	(17)	(63)	(660)	(41)	(164)
Des audits internationaux	(2 000)	(205)	(1 015)	(2 000)	(669)	(1 202)
Total des sommes recouvrées	(2 660)	(222)	(1 078)	(2 660)	(710)	(1 366)
Dépenses budgétaires nettes totales	91 086	24 495	70 488	91 227	22 907	63 400